

# La liberté académique en Russie, de Charybde en Scylla

*Entre le marteau du conservatisme  
et l'enclume du néolibéralisme<sup>1</sup>*

Dmitry Dubrovsky

Haute École d'Économie (HSE), Moscou/Saint-Petersbourg  
Center for Independent Social Research, Saint-Petersbourg

La communauté académique russe a été à la fois actrice et bénéficiaire de la disparition de l'emprise idéologique de l'État et de la censure issues de l'époque soviétique. De plus, dans une certaine mesure, elle a davantage bénéficié des libertés de pensée et d'expression que le reste de la société russe, compte tenu de l'importance de ces libertés dans le travail académique, tout comme dans le travail journalistique<sup>2</sup>. A *contrario*, les réformes économiques connues sous le nom de « thérapie de choc »<sup>3</sup> et la crise des années 1990<sup>4</sup> ont largement aggravé la situation des enseignants-chercheurs et entraîné des départs massifs. À partir du deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008), l'espace dévolu à la liberté académique qui s'était formé durant les années 1990 a commencé à se réduire sensiblement, du fait de la crispation du climat politique en Russie et des atteintes portées à la liberté d'expression. Là aussi, ces restrictions semblent avoir eu un impact plus grand sur l'enseignement et la recherche que sur la société dans son ensemble. Cela est dû tout d'abord au fait que, dans les années 1990,

---

<sup>1</sup> Cette contribution est une version actualisée et retravaillée d'un article paru initialement en anglais dans *Baltic Words*: <http://balticworlds.com/academic-freedom-in-russia>. Nous remercions *Baltic Words* pour les droits de la version en français. Texte traduit de l'anglais par Katya Long et Aude Merlin.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur l'histoire de la liberté académique en URSS et en Russie, voir D. Dubrovsky, « Escape from Freedom, The Russian Academic Community and the Problem of Academic Rights and Freedoms », *Interdisciplinary Political Studies*, 2017, n° 3 (1), p. 171-199.

<sup>3</sup> La libéralisation de l'économie a été mise en œuvre de façon très brutale en Russie au début des années 1990 et a provoqué un choc social d'une ampleur inouïe. La crise des années 1990 en Russie est comparable à la crise de 1929 aux États-Unis en termes de perte du PIB et d'effondrement de l'économie. Voir J. Vercueil, *Économie politique de la Russie, 1918-2018*, Paris, Points Seuil Économie, 2019, p. 93-117. Ndt.

<sup>4</sup> V. Gel'man, D. Travin et O. Marganiya, *Reexamining Economic and Political Reforms in Russia, 1985–2000. Generations, Ideas, and Changes*, Londres, Lexington Books, 2014.

la liberté académique a cessé d'être un privilège distinguant le scientifique soviétique de l'ouvrier soviétique et s'est retrouvée englobée dans les nouvelles libertés partagées par tous. Dans le contexte actuel de dérive antidémocratique que connaissent tant la société que l'État russes et de contrôle accru sur la recherche et l'enseignement, les sciences sociales sont à nouveau la cible du contrôle politique.

Dans le même temps, paradoxalement, le système d'enseignement supérieur russe s'internationalise activement, comme le montrent les projets menés par l'Université européenne de Saint-Petersbourg, le Collège Smolny ou encore la Moscow School of Social and Economic Sciences fondée par Teodor Shanin et plus connue sous le nom de « Shaninka ». De telles initiatives ont été vivement encouragées par l'État, désireux de promouvoir l'enseignement supérieur russe, allant jusqu'à investir des sommes importantes dans le programme « 5-100-20 »<sup>5</sup> avec pour objectif de faire en sorte que cinq universités russes se situent parmi les 100 meilleures universités du monde à l'horizon 2020.

Cette tendance s'est heurtée à son tour au renforcement du contrôle de l'État sur le monde de la recherche. Il s'agit du retour de ce que l'on appelait le « département numéro un », c'est-à-dire des officiers du FSB (Service fédéral de la sécurité, héritier du KGB) chargés de surveiller les innovations dans des domaines industriels particulièrement sensibles comme celui de la physique nucléaire ou de la recherche dans le champ bactériologique, par exemple. Le contrôle des échanges d'informations dans le domaine de la recherche a souvent joué le rôle de tremplin vers une logique d'espionnage, ce qui affecte nécessairement la situation des droits et libertés académiques ainsi que l'atmosphère générale du monde académique.

Ces changements affectent différents groupes de chercheurs, et ce, de diverses manières. Comme l'indiquent R. Quinn et J. Levine en 2014<sup>6</sup>, les enseignants-chercheurs peuvent être incités à enseigner dans un sens précis. Même sans enseigner une matière directement liée aux droits humains, ils peuvent tout simplement être confrontés à la violation de leurs droits et être amenés à en demander le respect. Quant à ceux qui souffrent le plus des violations des droits et libertés académiques en Russie, ce sont ceux qui enseignent les droits humains de façon consciencieuse et responsable ainsi que ceux qui condamnent leurs violations.

## Le marteau du conservatisme

Le renforcement du contrôle des universités par l'État sous prétexte de réforme de la politique scientifique et de l'enseignement supérieur a, dans les faits, ranimé une pratique issue de la période soviétique : la surveillance fébrile de tout contact avec

<sup>5</sup> <https://www.Stop100.ru>.

<sup>6</sup> R. Quinn et J. Levine, « Intellectual-HRDs and Claims for Academic Freedom under Human Rights Law », *The International Journal of Human Rights*, 18, 7-8, 2014, p. 898-920.

des étrangers. La directive sur le « contrôle des exportations » signée en 1999<sup>7</sup> porte essentiellement sur le contrôle de l'exportation des armes nucléaires et des technologies militaires. Elle a néanmoins accru l'activité des « départements numéro un » (gérant le secret) et a, de façon générale, étendu la portée du contrôle des activités des enseignants-chercheurs du supérieur. Ainsi, selon les dispositions officielles de la loi, la recherche dans les domaines qui peuvent être utilisés à des fins de fabrication d'armes de destruction massive ou dans la préparation et la réalisation d'actes terroristes est soumise à un contrôle renforcé au sein des universités. Tout d'abord, malgré les limites relativement claires prévues par la loi sur les matières sensibles – principalement la physique nucléaire et certaines recherches biomédicales –, les autorités universitaires ont interprété de façon extensive la liste des disciplines<sup>8</sup>. Par exemple, le recteur de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, N. Kropachev, en a déduit que tout contact avec des étrangers, quels qu'ils soient, devait être soumis aux procédures de signalement prévues par la loi<sup>9</sup>.

Cependant, les principales victimes du renforcement de la lutte contre l'espionnage ont été les scientifiques ayant accès à des informations classifiées, comme ce fut le cas du chercheur de l'Institute for US and Canadian Studies, Igor Soutyaguine, et d'un physicien de Krasnoïarsk, Valentin Danilov, accusés tous deux d'avoir livré des secrets militaires<sup>10</sup>.

Depuis lors, des suspicions d'espionnage, fondées ou non, donnant lieu parfois à des affaires judiciaires, se sont multipliées et il est à noter que dans la plupart des cas, la personne accusée n'avait pas accès à des secrets d'État ou, comme ce fut le cas des professeurs Afanassiev et Bobichev de la Baltic State Technical University de Saint-Pétersbourg<sup>11</sup>, ce transfert d'informations avait été préalablement autorisé par les autorités. Notons également que l'ensemble de ces procès font fi du fait que la coopération mais aussi la transmission de données – qualifiées par la suite de secrets militaro-industriels – ne peut pas avoir lieu, selon la loi, sans le contrôle de certains départements, notamment le FSB, qui doivent inclure, avec l'équipe scientifique, une expertise dans toute action de ce type<sup>12</sup>. En d'autres termes, les poursuites pénales sont lancées à cause de transferts d'informations qui ont déjà fait l'objet d'une prise en compte par le FSB et ont déjà été autorisés pour un partage avec les partenaires officiels du projet (la Chine dans le cas de Bobichev et Afanassiev). De façon similaire, Vladimir Lapyguine a été condamné à une peine de sept ans au nom de l'article 275 du Code pénal russe (trahison) pour avoir transmis une version de démonstration d'un

<sup>7</sup> Sur le contrôle des exportations, voir *Federal Law of the Russian Federation of July 18, 1999*, no 183-FZ. CIS database. <http://cis-legislation.com/document.fwx?rgn=1695>.

<sup>8</sup> E. Barry, « Russian Professors Chafe at Scholarly Screening », *New York Times*, 27 octobre 2009.

<sup>9</sup> *Ibid.* L'auteur, à l'époque enseignant à la l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, s'est vu notifier une telle chose de la part des services du recteur après une interview accordée au *New York Times*.

<sup>10</sup> P. H. Jr. Solomon, « Threats of Judicial Counterreform in Putin's Russia », *Demokratizatsiya*, Washington, 13, 3, 2005, p. 325-345 (p. 336).

<sup>11</sup> M. Congdon, « Endangered Scholars Worldwide », *Social Research*, vol. 79, n° 1, *Politics and Comedy*, 2012, p. v-xvi (p. viii).

<sup>12</sup> V. A. Dubrovskiy, « Ekspertniy akt kak element totalitarnoy sistemy » [« L'acte d'expertise comme élément du système totalitaire »], in M. B. Konashev et N. G. Patrushev (éds), *Tsenzura v Rossii: istoriya i sovremennost* [La censure en Russie : histoire et actualité], Saint-Pétersbourg, Rossiyskaya natsionalnaya biblioteka, 2001, p. 179-181.

programme à la Chine, programme dont même la version finale n'était pas protégée par le secret d'État. Aujourd'hui, Lapyguine est reconnu comme prisonnier politique par l'ONG russe de défense des droits humains Memorial<sup>13</sup>. L'un des signataires de la lettre de soutien de ses collègues, travaillant dans la même institution, Viktor Koudriavtsev, est quant à lui maintenant accusé d'avoir transmis des données secrètes à un institut scientifique belge – l'Institut von Karman de dynamique des fluides – alors même que l'accord de coopération a été validé par le gouvernement russe<sup>14</sup>.

L'équipe russe d'avocats spécialisés dans le domaine des droits humains « Team 29 »<sup>15</sup> a dénoncé ces poursuites illégales, fermées au public, et dans lesquelles les principes généraux des procédures judiciaires sont violés de manière constante<sup>16</sup>. Une étude montre que les principales victimes de l'espionnage d'État sont des enseignants-chercheurs, souvent engagés dans le domaine des technologies et travaillant dans des organisations participant à la coopération internationale. Le travail actif des services spéciaux dans le montage de telles poursuites, soutenu par des experts de ces mêmes services, rend la situation des scientifiques accusés de « trahison » pratiquement sans espoir puisque 99 % des cas se soldent par une condamnation. Les chercheurs notent néanmoins que « le nombre élevé de peines très légères laisse penser que les preuves apportées posent question même devant les tribunaux chargés des condamnations ». Les lois portant sur « les agents étrangers »<sup>17</sup> et les « organisations indésirables » ont été adoptées, selon les termes des auteurs de la première, avec l'obsession de contrecarrer ce qui est perçu ou craint comme une « intervention permanente de l'Occident dans les affaires intérieures de la Russie ». Ces lois ont eu un double effet sur la communauté académique russe.

D'abord, plusieurs organisations ayant leur activité directement liée à la recherche ont été affectées. Mais ces lois ont surtout un effet dissuasif sur les enseignants-chercheurs ainsi que sur les fonctionnaires<sup>18</sup>. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la crainte de communiquer avec des « agents étrangers » est un obstacle à la coopération

<sup>13</sup> Memorial, « Lapygin Vladimir Ivanovich », 2016, <https://memohrc.org/ru/defendants/lapygin-vladimir-ivanovich>.

<sup>14</sup> Grant stal, « Grant stal gosizmenoy: kak uchenogo obvinili v peredache sekretov Belgii » [« La bourse de recherche comme trahison d'État ou comment un chercheur s'est retrouvé accusé d'avoir transmis des secrets d'État à la Belgique »], *RBC news*, 2 août 2018, <https://www.rbc.ru/society/02/08/2018/5b62d1cc9a7947410d61e64b>.

<sup>15</sup> Initialement Fund for the Freedom of Information, créée par le militant russe Ivan Pavlov, cette organisation fut démantelée après avoir été déclarée « agent étranger » en Russie et s'est reformée en groupement d'avocats indépendants.

<sup>16</sup> I. Pavlov, « Istoriya gosudarstvennoy izmeny, shpionazha i gosudarstvennoy tainy v sovremennoi Rossii » [« L'histoire de la trahison d'État, de l'espionnage et du secret d'État dans la Russie contemporaine »], *Doklad*, 2018, <https://team29.org/story/izmena>.

<sup>17</sup> Le nom officiel de la loi « sur les agents étrangers » adoptée le 20 juillet 2012 est le suivant : « Sur les amendements aux actes législatifs de la Fédération de Russie concernant la régulation des activités des organisations non lucratives exerçant les fonctions d'agent étranger ». Voir son article 30, et pour plus de détails, voir F. Daucé, « The Duality of Coercion in Russia: Cracking Down on "Foreign Agents" », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, The George Washington University, vol. 23, n° 1, 2015, p. 57-75; D. Dubrovsky, « Undesirable organizations and Foreign Agent Law », *IWM Post*, n° 116, 2015, p. 21-22. Le Centre de recherches indépendantes en sciences sociales (CSNI, <https://cirs.pro/en/about>) a été inclus dans la liste des « agents étrangers » sur décision du ministère de la Justice en juillet 2015. La raison invoquée en était le soutien financier de donateurs étrangers et, en même temps, le ministère de la Justice a considéré la publication d'un article sur les juges de paix comme une « activité politique ».

<sup>18</sup> D. Dubrovsky, *Ibid.*

avec les fondations et institutions étrangères, mais aussi au partenariat avec les organisations reconnues comme « agents étrangers »<sup>19</sup>.

Les organisations scientifiques et professionnelles indépendantes ont particulièrement souffert après l'entrée en vigueur de ces lois<sup>20</sup>. Le Centre Levada<sup>21</sup>, quasiment seul centre indépendant d'étude de l'opinion publique en Russie, en est l'exemple le plus connu. Il est à noter que la clause de la loi sur les « agents étrangers » qui pourtant excluait la recherche scientifique des compétences des agences de maintien de l'ordre est sans effets. Les protestations de la communauté scientifique n'y ont rien fait<sup>22</sup>.

Ce nouveau cadre législatif a également eu un effet négatif sur les politiques publiques en matière d'accréditation d'universités privées. La crise dans les relations entre l'État et l'Université européenne de Saint-Petersbourg à l'automne 2018 s'est soldée par l'obtention d'une autorisation d'enseignement, mais illustre bien la structure de violation des droits et des libertés académiques qui prive d'accréditation l'une des meilleures universités russes (par ailleurs reconnue par le ministère de l'Éducation de la Fédération de Russie). L'Université européenne de Saint-Petersbourg avait déjà été fermée en 2008, suite à de prétendues infractions au code de sécurité en matière d'incendie; en réalité, l'un de ses professeurs avait obtenu un financement de l'Union européenne pour une étude sur le comportement électoral en Russie, ce qui avait déplu au gouvernement, et ce n'est que lorsque l'Université européenne de Saint-Petersbourg a décidé de refuser ce financement qu'elle a autorisée à rouvrir ses portes<sup>23</sup>. La crise de 2017-2018 a été rendue plus compliquée par les batailles idéologiques autour de cette université indépendante. Le Service fédéral pour le contrôle de l'enseignement et de la recherche a, dans un premier temps, révoqué l'accréditation de l'Université, puis lui a également retiré son autorisation d'enseigner, ce qui a conduit à une fermeture d'un an. Les attaques à l'encontre de l'Université européenne de Saint-Petersbourg ont été lancées par le député de la Douma Vitaly Milonov, auteur et principal soutien de la loi sur la « propagande LGBT »<sup>24</sup>. L'Université est accusée de fraude financière et

<sup>19</sup> L'auteur est chercheur associé au Center for Independent Social Research (Centre de recherches indépendantes en sciences sociales, CSNI), qui a été ajouté à la liste des « agents étrangers » par le ministère de la Justice de la Fédération de Russie.

<sup>20</sup> D. Dubrovsky, *op. cit.*, p. 21-22.

<sup>21</sup> Le Centre Levada ([www.levada.ru](http://www.levada.ru)) a aussi été ajouté à la liste des agents étrangers le 5 septembre 2016. Parmi les restrictions imposées, le centre ne peut pas organiser de sondages « sortie des urnes » ni toute autre enquête d'opinion en lien avec des élections.

<sup>22</sup> « Zayavlenie Vol'nogo istoricheskogo obshchestva o vklyuchenii 'Analiticheskogo tsentra Yuriya Levady' v restr inostrannykh agentov » [« Déclaration de la société libre des historiens au sujet de l'inscription du "Centre d'analyse Iouri Levada" au registre des agents étrangers »], 2016, <https://volistob.ru/statements/zayavlenie-volnogo-istoricheskogo-obshchestva-o-vklyuchenii-analiticheskogo-centra-yuriya> Pour une liste complète des « agents étrangers », voir le site internet du ministère de la Justice de la Fédération de Russie, <http://unro.minjust.ru/NKOForeignAgent.aspx>.

<sup>23</sup> V. Volkov, « Opposition substitutes: reflections on the collective action in support of the European University at St Petersburg », in R. Alapuro et al. (éds), *Understanding Russianness*, Londres, Routledge, 2012, p. 99-110.

<sup>24</sup> L. Pakhnyuk, « Foreign Agents and Gay Propaganda: Russian LGBT Rights Activism Under Pressure », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, The George Washington University, vol. 27, n° 4, 2019, p. 479-496.

d'enseigner de « fausses sciences » telles que les études de genre<sup>25</sup>. Le *Christian Science Monitor* cite le politiste Nikolai Petrov selon lequel, depuis Pierre le Grand, la Russie a toujours utilisé l'Europe comme source de technologie tout en évitant d'en emprunter les idées politiques<sup>26</sup>. Cette crise et son dénouement – l'Université européenne a donc été à nouveau autorisée à enseigner à l'automne 2018, mais son affiliation étatique n'a pas été renouvelée – montrent que les universités indépendantes restent très vulnérables, exposées à une politique d'État qui pourtant vise officiellement à « améliorer la qualité de l'enseignement en Russie ».

Deux sociologues de l'Université européenne, M. Sokolov et E. Guba, ont analysé la politique du Service fédéral pour le contrôle de l'enseignement et de la recherche et ont mis en lumière son impact sur une autre institution, la Shaninka – la Moscow School of Social and Economic Sciences – dont l'accréditation a été suspendue pour des raisons totalement artificielles.

Quant aux études de genre, elles sont très vulnérables en raison du rôle accru de l'Église orthodoxe russe (Patriarcat de Moscou). Celui-ci cherche en effet à accroître la « spiritualité de l'enseignement » par l'introduction de cours de théologie dans les établissements d'enseignement supérieur laïcs<sup>27</sup>. La mise à l'index des études de genre est liée tout d'abord à la politique homophobe de l'État russe ces dernières années, qui s'est particulièrement intensifiée après l'adoption de la loi sur la soi-disant « propagande homosexuelle »<sup>28</sup>. Dans le même temps, les enseignants qui osent aborder le sujet des violations des droits de la communauté LGBT font face à de réelles difficultés sur leur lieu de travail, allant parfois jusqu'au licenciement. Par exemple, le contrat d'Anna Alimpieva de l'Université fédérale de la Baltique Emmanuel Kant à Kaliningrad n'a pas été reconduit. De nombreux observateurs ont attribué cela au fait qu'elle donnait un cours de « psychologie du genre » dont le contenu était jugé « trop tolérant », ainsi qu'au reportage diffusé sur la chaîne de télévision Russia-24 durant l'été 2017 à propos de cette enseignante : elle y était présentée comme « touchant des dons occidentaux », « approuvant les droits des LGBT » et « prônant le séparatisme » de la région de Kaliningrad<sup>29</sup>.

L'expertise se voit aussi pénétrée par les études religieuses, de plus en plus présentes et qui prennent un cours de plus en plus conservateur. Ce conservatisme accru a abouti à l'instauration de départements de théologie au sein d'universités laïques en Russie, où toute théologie est orthodoxe. Cela s'est accompagné de la formulation spécifique

<sup>25</sup> F. Weir, « Why is someone trying to shutter one of Russia's top private universities? », *Christian Science Monitor*, 28 mars 2017, <https://www.csmonitor.com/World/Europe/2017/0328/Why-is-someone-trying-to-shutter-one-of-Russia-s-top-private-universities>. L'auteur est un ancien étudiant de l'Université européenne de Saint-Petersbourg (1999).

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> V. Shnirelman, « Russian Orthodox Culture or Russian Orthodox Teaching? Reflections on the textbooks in Religious Education in Contemporary Russia », *British Journal of Religious Education*, 34, 3, 2012, p. 263-279.

<sup>28</sup> Il s'agit de la « loi sur l'interdiction de la propagande sur les relations sexuelles non traditionnelles », adoptée en 2013.

<sup>29</sup> Azar I., « Derev'ja rubyat – donosy letyat » [« Interview with Anna Alimpieva »], *Novaya Gazeta*, 4 octobre 2018, <https://www.novayagazeta.ru/articles/2018/10/04/78062-derevya-rubyat-donosy-letyat>.

d'une nouvelle doctrine des droits humains<sup>30</sup> présentée par l'Église orthodoxe russe, doctrine qui ne laisse aucune place aux personnes LGBT, à l'euthanasie ou à tout autre droit présenté comme « contre-nature ».

Ces circonstances affectent le développement des programmes éducatifs au sein desquels les disciplines des sciences sociales font l'objet d'attaques. Il existe des départements tels que le département de théologie de l'Institut d'État de formation des ingénieurs physiciens de Moscou, le département de médecine orthodoxe à l'Université d'État de médecine d'Arkhangelsk ou bien encore la très baroque « sociologie orthodoxe », qui « en dépit de toute sociologie des religions élémentaire [...] place la religion comme devant jouer un rôle prépondérant dans la société »<sup>31</sup>.

Dans le même temps, les spécialistes du religieux qui sont invités à apporter leur expertise dans les procès sur l'extrémisme sont victimes de licenciements douteux et de non-renouvellement de contrats, qu'ils se soient exprimés au nom de la défense ou du ministère public. Récemment, plusieurs chercheurs ont perdu leur emploi : la professeure Ekaterina Elbakyan, docteure en philosophie, qui, en 2017<sup>32</sup>, a défendu les Témoins de Jéhovah et a été accusée d'extrémisme, ou le professeur Alexandre Panchenko, docteur en sciences, dont les conclusions sur les activités du groupe baptiste chrétien « Lumière du soir » divergeaient des conclusions des « experts officiels » de l'Université d'État de Saint-Petersbourg et qui a vu son contrat dans cette même université rompu. Également docteure en sciences, Larissa Astakhova a mis en doute la « religiosité » de l'Église de scientologie et a perdu son emploi à l'Université d'État de Kazan. Le non-renouvellement du contrat de Alexandre Panchenko présente le cas le plus évident d'une persécution pour opinion scientifique, alors que celui-ci était professeur à l'Université d'État de Saint-Petersbourg et directeur du programme de « Sociologie et anthropologie » de la Faculté des arts et sciences sociales. Panchenko a lui-même décrit les événements sur sa page Facebook, insistant sur le lien entre sa participation à des procès comme spécialiste des religions et le non-renouvellement de son contrat<sup>33</sup>.

Ainsi, la censure a tendance à s'étendre à l'expression de toute opinion qui, d'une manière ou d'une autre, ne coïnciderait pas avec l'opinion des autorités ou, très probablement, avec celle des services de police.

L'enracinement de l'idéologie conservatrice et réactionnaire dans l'enseignement supérieur commence dès lors à transformer ou à faire disparaître des disciplines entières puisque considérées comme « non pertinentes » pour une civilisation russe

<sup>30</sup> L'enseignement fondamental de l'Église orthodoxe russe sur la dignité, la liberté et les droits. Site officiel du Patriarcat de Moscou : <https://mospat.ru/en/documents/dignity-freedom-rights>. Pour une étude de ces enseignements, voir K. Stoeckl. *The Russian Orthodox Church and Human Rights*, Londres, Routledge, 2014.

<sup>31</sup> Dobren'kov, « Christianskaia i pravoslavnaia sotsiologiia » [« Une sociologie chrétienne et orthodoxe »], *Vestnik moskovskogo universiteta [Bulletin de l'Université de Moscou], Sotsiologiia i politologiia [Sociologie et science politique]*, 2012, n° 2, 3-2.

<sup>32</sup> Entretien avec E. Elbakyan, 1<sup>er</sup> janvier 2018 : « *The contract for working in the Academy of Labor and Social Relations was not renewed, despite that shortly before the dismissal she had successfully passed the competition for a professional post. According to her, "the head of department had been told at the university administration, that there had been a call to the rector with a proposal which she had not been able to refuse, and the head of department himself heard about the dismissal from me".* »

<sup>33</sup> La page Facebook d'A. A. Panchenko : <https://www.facebook.com/alexander.panchenko.56/posts/2536486013070135>.

présentée comme particulière. Ainsi, comme mentionné plus haut, le thème des droits humains<sup>34</sup> disparaît peu à peu des enseignements, et la recherche dans le domaine de la sociologie *queer* est, de fait, interdite. L'anthropologie religieuse revêt, dans de nombreuses universités, un caractère sectaire et agressif, s'adressant directement par ses programmes aux sectaires orthodoxes.

La politique de l'État russe en matière d'histoire, dans laquelle « la mémoire des victimes est remplacée par la mémoire des bourreaux »<sup>35</sup>, occupe une place particulière parmi les défis posés à la liberté académique. L'histoire en tant que science ainsi que des certains historiens sont directement concernés. Bien que la tentative de créer une Commission « pour contrecarrer les falsifications de l'histoire »<sup>36</sup> n'ait pas abouti, le message lui-même a été reçu. En effet, depuis lors, les tentatives de mener des recherches, par exemple, sur le général Vlassov de l'« Armée de libération de la Russie »<sup>37</sup> se sont vues taxées d'extrémisme et de manque de patriotisme<sup>38</sup>. De plus, depuis un certain temps, elles peuvent même faire l'objet de poursuites pénales en vertu de l'article portant sur la « réhabilitation du nazisme »<sup>39</sup>. Ainsi, l'historien Kirill Alexandrov s'est vu refuser le diplôme de docteur en histoire au motif d'une prétendue « réhabilitation » de Vlassov et de l'Armée de libération de la Russie, alors qu'il s'agissait d'un travail historique sérieux. De plus, son article sur Bandera et les « Banderovtsy »<sup>40</sup> a été inclus sur une liste officielle de documents extrémistes<sup>41</sup>.

Cependant, une autre partie du problème est liée aux réformes initiées par l'État : l'augmentation de la charge de travail et la réduction des salaires au nom des réformes soi-disant néolibérales dans l'enseignement supérieur accroissent la pression sur les enseignants-chercheurs et le personnel, qui s'opposent à ces évolutions.

<sup>34</sup> A. Azarov, T. Bolotina, D. Dubrovskiy, V. Lukhovitskiy et A. Suslov, « Obrazovanie v oblasti prav cheloveka v Rossiiskoy Federatsii. Kratkiy Obzor » [«L'enseignement dans le domaine des droits humains en Fédération de Russie. Introduction »], *EU-Russia Civil Society Forum*, septembre 2015.

<sup>35</sup> D. Khapaeva, « Triumphant Memory of the Perpetrators: Putin's Politics of re-Stalinization », *Communist and Post-Communist Studies*, 49, 2016, p. 61-73.

<sup>36</sup> M. Vázquez Liñán, « History as a propaganda tool in Putin's Russia », *Communist and Post-Communist Studies*, n° 43, 2010, p. 167-178.

<sup>37</sup> Andreï Vlassov, général de l'Armée rouge, fit défection et forma une « Armée de libération de la Russie » de plus de 50 000 hommes, collaborant avec la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, il fut condamné à la pendaison par le régime soviétique.

<sup>38</sup> N. Holdsworth, « Calls for prosecution over PhD thesis on Soviet traitor », *University World News*, 11 mars 2016, <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=2016030721405948>.

<sup>39</sup> I. Kurilla, « The Implications of Russia's Law against the 'Rehabilitation of Nazism' », *PONARS Eurasia Policy Memo*, n° 331, août 2014, [http://www.ponarseurasia.org/sites/default/files/policy-memos-pdf/Pepm331\\_Kurilla\\_August2014\\_0.pdf](http://www.ponarseurasia.org/sites/default/files/policy-memos-pdf/Pepm331_Kurilla_August2014_0.pdf).

<sup>40</sup> Leader du mouvement nationaliste ukrainien pendant la Seconde Guerre mondiale, antisémite notoire, collaborateur avec les Nazis, et criminel de guerre.

<sup>41</sup> SOVA, « Sankt-Peterburgskij gorodskoj sud podtverdil zapret stat'í 'Bandera i banderovtsy' », SOVA center, 18 décembre 2017 [Le Tribunal de Saint-Petersbourg confirme l'interdiction de publication de l'article « Bandera et les Banderovtsy »].



## L'enclume du néolibéralisme

L'adhésion de la Russie au système de Bologne en 2003 semble avoir eu un effet positif dans l'ensemble. Cependant, au nom de la réforme de l'enseignement supérieur, elle a, pour le moment, abouti à « l'optimisation » du personnel des universités – c'est-à-dire une diminution importante du nombre de postes de professeurs – et, de manière plus générale, à la « corporatisation » de la vie universitaire. Évidemment, il s'agit là d'un processus global qui ne touche pas seulement la Russie<sup>42</sup>. Toutefois, dans le cas présent, l'apparition d'une éthique corporatiste se fait dans un contexte où le principe de la liberté académique fait défaut. En outre, les réformes néolibérales des universités sont mises en œuvre dans un contexte d'extrême faiblesse syndicale: en effet, on compte un seul syndicat universitaire indépendant – Solidarité universitaire<sup>43</sup>. Ainsi, les étudiants ne sont pas à même de résister à la pression économique de l'État et des autorités universitaires. Parmi les problèmes économiques que connaissent les universités, le dirigeant de Solidarité universitaire cite l'augmentation de la charge de travail, l'accroissement du nombre d'étudiants et le nombre d'étudiants par classe ou auditoire. Ceci s'accompagne d'une diminution réelle des salaires du personnel enseignant, alors que les rémunérations des recteurs augmentent. Enfin, l'introduction du « contrat effectif » accroît la responsabilité des enseignants dans la gestion des subventions externes, d'autant plus nécessaires face à la réduction du financement public de la recherche scientifique, et pousse ces derniers à augmenter leur nombre de publications scientifiques dans une logique frénétique, alors que la charge d'enseignement s'accroît. Tout cela conduit par conséquent à une chute dramatique soit de la qualité de l'enseignement, soit de la profondeur et du sérieux des publications. Malheureusement, il semblerait que, pour le système bureaucratique, la qualité ne soit pas l'objectif principal tant de l'enseignement que de la recherche<sup>44</sup>.

De fait, une certaine tradition de précarité académique<sup>45</sup> commence à s'installer, d'abord par un système de contrats courts – annuels – qui sont, *de facto*, le même type de contrat de travail atypique que l'on retrouve dans d'autres pays. Ensuite, le « contrat effectif », dans lequel la renégociation du contrat dépend de certains « indicateurs » et pose la question de la réalité des contrats dits « de longue durée » – c'est-à-dire de trois et cinq ans<sup>46</sup>. La tendance est à la réduction constante des postes à plein temps au profit du temps partiel et même à un passage forcé à mi-temps de ceux qui travaillaient auparavant plein temps.

Il est révélateur que même une légère résistance, de la part du seul syndicat indépendant Solidarité universitaire, à une pression économique aussi forte sur les

<sup>42</sup> A. Smolentseva, « Challenges to the Russian academic profession », *Higher Education*, 45, 2003, p. 391-424.

<sup>43</sup> Pour plus de détails, voir son site Internet : <http://www.unisolidarity.ru>.

<sup>44</sup> P. Kudukin, « Akademicheskaja nesvoboda » [« La non-liberté académique »], ch. 2, *Radio Svoboda*, 15 mai 2016, <https://www.svoboda.org/a/27730574.html>.

<sup>45</sup> A. V. Slobodskaya, « Prekariatizatsiya nauchnykh sotrudnikov i pedagogicheskikh rabotnikov vysshego obrazovanija: formirovanie akademicheskogo prekariata » [“La précarisation du personnel scientifique et pédagogique de l'enseignement supérieur : vers la formation d'un précariat académique”], *Manuscript*, n° 7 (93), 2018, p. 106-110.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 109-110.

enseignants mène à des excès. Ainsi, le fait de porter au conseil des enseignants des tracts de soutien aux personnes licenciées illégalement par l'Université d'État de Moscou a valu un passage à tabac au coprésident du syndicat universitaire, le professeur Mikhaïl Lobanov, et au secrétaire de l'organisation, Youri Bredelev, en avril 2014. Cet exercice de la violence physique a été couvert, voire piloté, par le chef de la sécurité de l'université<sup>47</sup>. Cependant, les protestations contre les bas salaires et la charge de travail trop élevée ne sont pas les seuls actes à entraîner des licenciements. Par exemple, la protestation du doyen de l'Académie d'État Timiryazev de Moscou (Université agraire d'État de Russie) contre la construction de bâtiments sur les champs expérimentaux de l'Académie a conduit à son licenciement en décembre 2017 et à l'arrestation des étudiants qui avaient organisé des piquets de grève pour protester contre son limogeage<sup>48</sup>.

Le recours à la police et aux services spéciaux a été particulièrement perceptible avant la Coupe du monde de football de 2018. Des pressions policières ont en effet été exercées sur ceux qui se sont mobilisés contre la mise en place d'une zone de supporters près de l'Université de Moscou<sup>49</sup>.

Enfin, les grandes manifestations de ces dernières années, qu'il s'agisse de celles du 26 mars et du 12 juin 2018, jour de la fête nationale de l'indépendance de la Russie, ou d'autres plus récentes, montrent un fait notable : la plupart des manifestants étaient des étudiants et des lycéens. Ces derniers font actuellement l'objet de menaces de toutes sortes de la part des administrations des universités, qui qualifient leurs protestations d'« actions extrémistes ». Dans certaines villes, des examens ont même été programmés le dimanche pour empêcher la participation des jeunes aux manifestations<sup>50</sup>.

## Conclusion

Le renforcement des tendances autoritaires – la « criméénalisation » de la vie publique (néologisme formé à partir du mot Crimée et du mot criminalisation pour souligner l'accélération de ces tendances après l'annexion de la Crimée) – met la communauté universitaire dans une situation difficile en Russie.

<sup>47</sup> « Okolo prokhodnoj Gosudarstvennogo universiteta upravleniya izbity profsoyuznye aktivisty 'Universitetskoj solidarnosti' » [« Des membres du syndicat Solidarité universitaire sont passés à tabac devant l'entrée de l'université d'État d'administration »], *Net Reforme*, 14 avril 2014, <http://netreforme.org/news/okolo-prohodnoy-gosudarstvennoy-un>.

<sup>48</sup> Politsiya, « Politsiya prishla v obshchezhitie Timiryazevskoj akademii i doprosila studentov iz-za piketov protiv rektorata » [« La police entre au foyer universitaire de l'académie Timiriyaev et interroge les étudiants sur les piquets organisés contre le rectorat »], *Meduza*, 28 décembre 2017, <https://meduza.io/news/2017/12/28/politsiya-prishla-v-obschezhitie-timiryazevskoy-akademii-i-doprosila-studentov-iz-za-piketov-protiv-deystviy-rektorata>.

<sup>49</sup> D. Dubrovskiy, « Kratzer an Russlands WM-Image », *RGOW*, 4-5/2018, *Russland und die Fussball-WM*, 2018, p. 21-23.

<sup>50</sup> Russia protests, « Russia protests Opposition leader Navalny and hundreds of others held », *BBC Europe*, 26 mars 2017, <http://www.bbc.com/news/world-europe-39398305>.

D'une part, toutes les protestations, tant civiles que politiques, s'accompagnent de pertes d'emplois, voire de poursuites pénales facilitées par de nouveaux amendements de la loi sur les rassemblements, les marches et les manifestations. D'autre part, la crise financière globale, la crainte de perdre un emploi et la faiblesse du mouvement syndical rendent presque impossible la mise en place d'une résistance solide face aux violations directes de l'autonomie académique ainsi qu'aux infractions régulières aux droits et libertés académiques. Bien que la logique du corporatisme menace aussi bien les universités aux États-Unis qu'en Europe, elle se heurte, en Russie, à celle du gouvernement autoritaire, en raison de la perte d'autonomie des universités et, en même temps, de la faiblesse de la société civile et de la communauté professionnelle. À cet égard, une image assez étrange se dessine : en URSS, le monde académique était plus libre relativement que le reste de la société ; durant la Perestroïka et au début des années 1990, les libertés se sont généralisées et la communauté académique a connu le même degré de liberté que la société dans son ensemble ; finalement, les réformes néolibérales des années 2000 accompagnées du renforcement de l'autoritarisme dans le milieu académique ont amoindri la liberté réelle des enseignants et des étudiants, qui se retrouvent de fait dans une situation même inférieure à celle de la société dans son ensemble. Cela peut expliquer un tableau surprenant pour l'observateur extérieur : une mobilisation étudiante importante dans la Russie d'aujourd'hui, porteuse d'un espoir de changement pour la démocratie en général et les droits et libertés académiques en particulier.